

MAÎTRE BENBRAHAM À PROPOS DE «L’AFFAIRE SOPHIE» :

«Les juridictions algériennes ont subi des pressions»

La petite Sophie, en pleine tourmente judiciaire, est de père algérien ou français ? Une question qui ne trouve toujours pas de réponse. Fatiha Benbraham, l’avocate de la famille maternelle, affirme non seulement que Sophie c’est Safia, mais que les autorités françaises exercent une pression sur la justice algérienne pour rendre la fille au père français.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - A la base, c’était juste une banale histoire de famille dont deux pères se disputent la garde. Aujourd’hui, l’affaire de la petite fille oppose deux Etats. En mettant en avant l’acte civil de «Sophie Scharbook», la décision de la Cour

suprême algérienne avait confié la garde de l’enfant à Jaques Scharbook. Contestant tous les documents «falsifiés» présentés par Jack Scharbook, «le père français», Maître Benbraham, qui a animé hier une conférence de presse au Centre de presse d’El Moudjahid, affirme que c’est suite aux pressions que la justice algé-

rienne a confirmé que la garde de la fillette revient à Scharbook. Selon l’avocate, cette décision sera bientôt remise en cause suite à l’apparition d’éléments nouveaux. Elle a expliqué qu’une fois le premier mari de la mère de Safia, en l’occurrence Youcefi Mohamed, validera son mariage par la *Fatiha*, avec cette dernière, l’exécution de la décision de la Cour suprême sera difficile. «Le jour où nous établirons la validation du mariage, l’affiliation nous reviendra de droit», a-t-elle soutenu. Promettant de poursuivre en justice tous ceux qui ont bafoué les textes de loi, elle dira qu’il n’y a

jamais eu de mariage entre Jaques Shearbook et la mère de Safia avant la naissance de la fille. Selon l’avocate, «ce mariage n’aurait jamais dû être validé» du point de vue de la loi algérienne, qui s’inspire de la chariaâ islamique. «Non seulement le magistrat a validé à tort cet acte civil établi dans le département du Var mais il a invalidé et annulé l’acte de réconciliation de la même femme avec son premier époux, du fait que ceux-ci avaient divorcé à l’amiable.» Maître Ben Braham considère que le refus de Jacques Scharbook de se soumettre à des tests ADN pour prou-

ver qu’il est le géniteur de Sophie est la preuve que la fillette n’est pas la sienne. Elle confirme que Jacques Scharbook a, à l’insu de sa femme, enregistré à l’état civil du Var la nouveau-née sous le nom de Scharbook Sophie. Une initiative que la mère a contestée et qui était à l’origine de la demande de divorce de celle-ci. Un divorce qui lui a été interdit, car c’était un mariage non valide en Algérie. Dans cette bataille, il y a une victime, c’est la petite fille. Agée aujourd’hui de sept ans, Safia-Sophie n’a toujours pas été scolarisée.

S. A.

ALLIANCE ASSURANCES

«L’assistance médicale» et «l’assistance domestique» en projet

Alliance Assurances fête les deux années de son produit «assistance automobile. La compagnie annonce de nouveaux produits, à savoir l’assistance médicale et l’assistance domestique. Selon Alliance Assurances, la compagnie d’assurances pionnière dans le service de l’assistance automobile, des dizaines de milliers de clients ont opté pour ce produit depuis son lancement. Selon un communiqué de cette compagnie parvenu à notre rédaction, 75 000 contrats d’assistance automobile sont gérés par Algérie Touring Assistances filiale de Alliance Assurances.

Le service est offert et réalisé à travers une plate-forme spécialement dédiée au suivi permanent 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 des demandes d’assistance émanant de cette frange de clients de la compagnie. Le principe de l’assistance automobile consiste en la prise en charge des clients qui ont contracté ce produit chez Alliance Assurances, en cas de panne et/ou d’accident survenus à tout moment et dans n’importe quel endroit du pays.

Globalement, le réseau d’Algérie Touring Assistances compte, en plus de 82 agences commerciales, plus de 300 dépanneurs et remorqueurs, 300 taxis et 160 ambulanciers répartis sur l’ensemble du territoire national. Dans ledit communiqué, la compagnie précise que plusieurs formules d’assistance sont offertes aux clients comme elle s’engage à renforcer son réseau d’assistance.

Par ailleurs, Alliance Assurances dit se réjouir que d’autres compagnies aient pu investir ce segment du marché des assurances en Algérie et «fidèle à son principe d’innovation», elle compte enrichir le marché des assurances en Algérie par de nouveaux produits, dont «l’assistance médicale» et «l’assistance domestique»

F.-Zohra B.

ÉVÉNEMENTS DE MOSTAGANEM

Le tribunal calme le jeu

Les incidents ayant marqué douloureusement la ville de Mostaganem, dimanche dernier, ont suscité de vives réactions. Indignés, les citoyens de la ville ont certes condamné la violence et la dégradation des édifices publics, mais ils lancent aussi un cri de détresse aux autorités pour trouver une issue rapide à ce conflit et mettre fin à cette situation chaotique.

Le lendemain des émeutes, la vie a repris son cours, et tôt le matin, un service d’ordre impressionnant encerclait les principales artères du centre-ville. Tout le monde craignait une récurrence des émeutiers. Sous un soleil de plomb, les familles des insurgés

interpellés par la police et une foule de gens se sont rassemblées devant l’esplanade du tribunal correctionnel.

A partir de 9h30 et jusque tard dans l’après-midi, les premiers véhicules de la police stationnèrent devant la porte du tribunal d’où sor-

tirent des émeutiers de tous âges pour être traduits devant le magistrat instructeur sur la base d’un P-V établi par les enquêteurs.

A l’extérieur du tribunal, des contestataires nous diront qu’ils ne comptent pas reculer et que l’administration devrait tenir sa promesse et leur octroyer des locaux commerciaux, et prendre une décision courageuse dans l’intérêt de tous, qui donnera lieu à l’élimination des étals.

Enfin, le tribunal a calmé le jeu des fauteurs de troubles, poursuivis pour les chefs d’inculpation de :

dégradation de bien d’autrui, attroupement, violences et voies de faits sur corps constitués ; 33 personnes ont défilé devant le bureau du magistrat instructeur dont 4 mineurs.

Deux ont été placés sous mandat de dépôt, 21 personnes ont été mises en liberté provisoire, 6 autres en contrôle judiciaire et 4 mineurs ont été remis à leurs parents.

Une décision salubre qui a calmé les esprits en attendant des jours meilleurs.

A. Bensadok

ANNABA

Mouvement de jeunes chômeurs à Sidi-Salem

Un mouvement de protestation a eu lieu dans la matinée d’hier au centre de Sidi-Salem, un quartier populaire situé à la périphérie de la ville de Annaba, comptant près de 50 000 habitants.

En effet, des centaines de jeunes sans emploi sont sortis dans la rue pour exprimer leur mécontentement face à l’indifférence des pou-

voirs publics quant à leur situation sociale, principalement le chômage qui, pour de nombreux jeunes, dure depuis des années. Sans avoir recours à la casse, les manifestants ont réclamé dans le calme l’attribution de postes d’emploi. Ils étaient près de 400, dont la majorité est sans qualification, à réclamer la présence du wali. Ce dernier a dépêché le chef de la daïra d’El-Bouni, accompagné du directeur de l’emploi de la

wilaya, pour calmer les esprits et prendre langue avec les jeunes. Une promesse d’attribution d’un quota de 50 emplois a été faite aux jeunes de ce quartier. Les services de sécurité, qui ont bouclé les accès menant à ce quartier n’ont pas eu à intervenir. Le calme est revenu en début d’après-midi d’hier, après plus de quatre heures de manifestation.

A. Bouacha

OTAN

L’approfondissement de la coopération avec l’Algérie souhaité

L’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (Otan) veut approfondir la coopération avec l’Algérie. Le responsable du service des affaires politiques et de la politique sécuritaire au sein de cette organisation, M. Alberto Bin, a fait part, hier, lors d’une conférence animée à l’hôtel Hilton, de la «volonté de l’Otan d’entretenir un partenariat dans un cadre d’intérêt mutuel».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Organisée à l’initiative de l’Institut national d’étude et stratégie globale (Insag), la conférence, animée par M. Alberto Bin, avait pour thème «les nouvelles menaces à la sécurité et à la stabilité : perceptions et stratégie de l’Otan». Le conférencier indiquera qu’«il y a un intérêt mutuel entre l’Algérie et l’Otan et que rien n’est imposé à nos partenaires». Selon M. Alberto Bin,

«aujourd’hui, il n’y a pas de priorité de menace, mais il y a nécessité de travailler avec tous les partenaires qu’ils se trouvent en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, ou partout ailleurs dans le monde». Pour argumenter ses propos, le conférencier dira que «la Russie est un élément important voire indispensable pour la sécurité en Europe, et ce, même s’il y a des questions qui nous divisent».

Pour le cas de l’Algérie, le représentant de l’Otan dira que «la consultation politique ou encore la participation militaire entre les deux parties sont réelles et sont porteuses d’intérêts communs». En d’autres termes, il a laissé entendre que dans la lutte antiterroriste, l’Algérie est un partenaire non négligeable, car l’expérience qu’elle a acquise durant plus d’une décennie dans la lutte contre les groupes armés fait d’elle une référence dans ce domaine. «Aucun pays n’est à l’abri d’une menace. Il faudra dépasser les frontières géographiques, culturelles et religieuses. On a besoin de tous nos partenaires, l’Algérie y compris. L’Otan

doit laisser ses portes ouvertes», a souligné le conférencier.

Dès lors, la question qui se pose est celle de savoir si l’Algérie sera membre de l’Otan à part entière. M. Alberto Bin n’y répond pas directement. Toutefois, il réitère l’idée développée au début de sa conférence, à savoir que «l’Otan a besoin de tous ses partenaires, y compris de l’Algérie», faisant ainsi allusion à l’article 5 de sa charte, qui stipule que «la défense collective reste la mission première de l’Alliance». En effet, l’article en question du traité se réfère au droit de légitime défense collective reconnu par la charte des Nations unies qui stipule qu’«une

attaque armée contre l’un ou plusieurs des membres de l’Otan sera considérée comme une attaque dirigée contre eux tous». Il est à rappeler que l’Otan a eu recours à l’article 5, pour la première fois depuis sa création à la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis. En effet, après les attentats du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis, l’Alliance a lancé une opération de surveillance maritime (opération Active Endeavour) qui a contribué à la lutte contre le terrorisme, dont l’Algérie avait pris part à l’occasion de plusieurs manœuvres organisées en Méditerranée.

A. B.